



MARCHES DE L'OFFICE NATIONAL DES FORÊTS

ACHAT DE PLANTS FORESTIERS

ACCORD-CADRE A BONS DE COMMANDE n° 2020-8600-012

APPEL D'OFFRES OUVERT EUROPEEN

(passé en application des articles L.2113-10 et R.2113-1, L.2124-2 et R.2124-2, R.2161-2 à R.2161-5 du Code de la commande publique)

RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION

Objet de la consultation

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de plants forestiers, présentés en racines nues, ou en conteneurs ou en mottes (godets), d'essences et de catégories diverses pour la mise en œuvre des travaux de reboisement réalisés dans le cadre du plan de relance économique annoncé par le Gouvernement (France Relance) pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et climatique dans les forêts des collectivités gérées par l'Office National des Forêts Direction Territoriale Grand Est.

Pouvoirs adjudicateurs

- L'Office National des Forêts - Direction Territoriale Grand Est
- Les Communes forestières du Grand Est

Personne signataire de l'accord-cadre

La personne signataire de l'accord-cadre est Monsieur Bertrand MUNCH, Directeur Général de l'Office National des Forêts.

Date d'envoi de l'avis d'appel public à la concurrence :	JOUE : 18/12/2020 Site internet : www.marches-publics.gouv.fr
Date et heure limite de remises des offres	18/01/2021 à 12h00

1 IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

1.1. Pouvoir adjudicateur

Le présent marché est lancé par un groupement de commande composé par :

- ✚ L'Office National des Forêts - Direction Territoriale Grand Est - 5 rue Girardet à Nancy (54052), établissement public à caractère industriel et commercial, immatriculé sous le numéro unique d'identification SIRET 662 043 116 03798 ;
- ✚ Les Communes forestières du Grand Est dont les coordonnées complètes sont jointes en annexe.

Le coordinateur du groupement de commande est l'Office National des Forêts représenté par Jean-Pierre Renaud, directeur territorial de l'Office National des Forêts.

1.2. Personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre

La personne en charge de l'exécution et du suivi de l'accord-cadre est le directeur territorial Grand-Est, agissant en vertu de la délégation de pouvoir n° 2019-01 du 14 janvier 2019 accordée par le Directeur général de l'O.N.F. aux directeurs territoriaux :

Jean-Pierre RENAUD
5 rue Girardet – 54052 - NANCY
Email : jean-pierre.renaud@onf.fr

1.3. Personne habilitée à donner les renseignements prévus aux articles R.2191-60 et R.2191-61 du code de la commande publique (nantissements ou cessions de créances)

Christine SCHMITT
14 rue du maréchal Juin – 67084 - Strasbourg
Téléphone : 03 88 76 82 59
Email : christine.schmitt@onf.fr

1.4. Personne auprès de qui des renseignements d'ordre technique peuvent être obtenus

Jean-Michel COLLE
5 rue Girardet 54052 Nancy
Téléphone : [06.16.30.74.56](tel:06.16.30.74.56)
Email : jean-michel.colle@onf.fr

1.5. Personne auprès de qui des renseignements relatifs au fonctionnement du groupement de commande peuvent être obtenus

Hubert LOYE
5 rue Girardet 54052 Nancy
Téléphone : 06.26.90.38.32
Email : hubert.loye@onf.fr

1.6. Personne auprès de qui des renseignements d'ordre juridique peuvent être obtenus

Céline HUG
14 rue du maréchal Juin 67084 Strasbourg
Téléphone : 03.88.76.82.74
Email : celine.hug@onf.fr

1.7. Comptable assignataire des paiements

1- Pour l'Office National des Forêts
Christine Schmitt
14 rue du maréchal Juin 67084 Strasbourg
Téléphone : 03.88.76.82.59
Email : christine.schmitt@onf.fr

2- Pour les communes forestières
Les comptables assignataires de chacune des collectivités seront précisés au titulaire au moment de la passation des commandes

2 OBJET DU MARCHÉ

2.1. Objet du marché

Le présent marché a pour objet la fourniture et la livraison de plants forestiers, présentés en racines nues, ou en conteneurs ou en mottes (godets), d'essences et de catégories diverses pour la mise en œuvre des travaux de reboisement réalisés dans le cadre du plan de relance économique annoncé par le Gouvernement (France Relance) pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire et climatique dans les forêts des collectivités gérées par la Direction Territoriale Grand Est de l'Office National des Forêts

L'exécution de ce marché est régie par le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté ministériel du 19 janvier 2009.

2.2. Classification CPV

La référence à la nomenclature communautaire (nomenclature CPV) est la suivante :

03121100-6	Plantes vivantes, bulbes, racines, boutures et greffons
------------	---

3 CARACTERISTIQUES DU MARCHÉ

3.1. Procédure

Il s'agit d'un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 et suivants du code de la commande publique. Fin septembre 2020, le Gouvernement a annoncé un Plan de relance économique pour faire face aux conséquences de la crise sanitaire liée à la Covid-19, France Relance. Une partie de ce plan porte sur le reboisement des forêts françaises et le soutien à la filière bois : 150 M€ sont destinés à la replantation de 45 000 hectares de forêt tant publique que privée. En effet, la forêt française est en situation de crise sanitaire et climatique. La sécheresse conjuguée aux attaques de parasites a imposé d'abattre les peuplements sur des dizaines de milliers d'hectares qu'il faut replanter.

A la suite de cette annonce, le secteur des fournisseurs de graines et de plants forestiers qui comprend un nombre restreint d'opérateurs est mis sous tension par les opérateurs forestiers qui souhaitent rapidement replanter.

Ce contexte de pression sur la ressource et l'urgence pour le groupement de commande de conclure des achats avant que les plants ne soient plus disponibles conduisent à mettre en place un appel d'offres ouvert passé en application des articles L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 et suivants du code de la commande publique avec application de l'alinéa 3 de l'article R.2161-3 réduisant, pour cause d'urgence, le délai de publication à 15 jours. Toutefois, afin de prendre en compte la période des fêtes de fin d'année, ce délai de publicité est porté à 30 jours.

3.2. Forme de l'accord-cadre

Il s'agit d'un accord cadre à bons de commandes en application en application des articles L.2162-1, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et 14 du code de la commande publique.

3.3. Décomposition en lots

Le marché fait l'objet de 51 lots dont les quantités maximales de commandes, sont indiquées dans les BPU correspondants : 19 lots pour lesquels les graines sont réservées par l'Office National des Forêts (par la Sécherie de la Joux) et 32 lots pour lesquels le candidat doit se procurer les graines par ailleurs (celles-ci n'ayant pas pu être réservées).

La codification des lots et leur composition (essences, âges, type de plants, agences pressenties pour la future implantation des plants une fois élevés...) sont détaillées dans l'annexe « Annexe1_Lotissement détaillé » jointe au DCE

Les normes dimensionnelles à respecter en fonction des essences et des âges sont indiquées dans l'annexe « Annexe2_Normes dimensionnelles » jointe au DCE

3.3.1 Lots à graines réservées par l'Office National des Forêts

Pour les lots à graines réservées par l'Office National des Forêts (Sécherie de la Joux), pour chaque essence, un volume de semences a été réservé en amont pour le futur titulaire. **Le prix unitaire proposé par le soumissionnaire devra intégrer le prix d'achat de ces graines.**

Dans le cadre de ce marché, pour valoriser les graines, favoriser la diversité génétique et pour tenir compte d'un contexte probable de tension sur la ressource en plants, l'achat des plants se fera « à la planche » de pépinière. Le titulaire exclura, lors du tri, les plants qui ne sont pas de qualité loyale et marchande.

CODE DU LOT	NUMERO DU LOT	ESSENCES	NOMBRE DE PLANTS MAXIMUM
CAT G GR1	1	CEDRE DE L'ATLAS	18 000
CAT G GR2	2	CEDRE DE L'ATLAS	30 000
CAT G GR3	3	CEDRE DE L'ATLAS	30 000
CAT G GR4	4	CEDRE DE L'ATLAS	30 000
CAT G GR5	5	CEDRE DE L'ATLAS	11 000
DOU G GR1	6	DOUGLAS	22 500
DOU G GR2	7	DOUGLAS	15 500
DOU RN GR1	8	DOUGLAS	11 000
DOU RN GR2	9	DOUGLAS	12 000
DOU RN GR3	10	DOUGLAS	16 500
FDV RN GR1	11	FEUILLUS DIVERS	14 500
FDV RN GR2	12	FEUILLUS DIVERS	13 500
LDE RN GR1	13	MELEZE D'EUROPE	10 000
LEU RN GR1	14	MELEZE HYBRIDE	17 500
PIN G GR1	15	PINS DIVERS	30 500
PIN G GR2	16	PINS DIVERS	37 500
PIN G GR3	17	PINS DIVERS	24 000
PIN RN GR1	18	PINS DIVERS	9 500
PPA G GR1	19	PIN MARITIME	15 000

3.3.2 Lots à graines non réservées par l'Office National des Forêts que le candidat devra se procurer par ailleurs

Le marché comprend également 32 lots pour lesquels les graines n'ont pas pu être réservées. Le candidat pourra alors proposer des graines qu'il se sera procurées par ailleurs.

Dans le cadre de ce marché, pour valoriser les graines, favoriser la diversité génétique et pour tenir compte d'un contexte probable de tension sur la ressource en plants, l'achat des plants se fera « à la planche » de pépinière. Le titulaire exclura, lors du tri, les plants qui ne sont pas de qualité loyale et marchande.

CODE DU LOT	NUMERO DU LOT	ESSENCES	NOMBRE DE PLANTS MAXIMUM
CHE G GNR1	20	CHENES	27 500
CHE G GNR2	21	CHENES	22 000
CHE G GNR3	22	CHENES	26 500
CHE G GNR4	23	CHENES	14 500
CHE RN GNR1	24	CHENES	30 000
CHE RN GNR2	25	CHENES	30 000
CHE RN GNR3	26	CHENES	25 000
CHE RN GNR4	27	CHENES	25 000
CHE RN GNR5	28	CHENES	24 000
CHE RN GNR6	29	CHENES	24 000
CHE RN GNR7	30	CHENES	24 500
CHE RN GNR8	31	CHENES	25 000
CHE RN GNR9	32	CHENES	28 000
CHE RN GNR10	33	CHENES	28 500
CHE RN GNR11	34	CHENES	13 000
CHE RN GNR12	35	CHENES	22 000
CHE RN GNR13	36	CHENES	10 000
CHE RN GNR14	37	CHENES	11 500
CHE RN GNR15	38	CHENES	15 000
CHE RN GNR16	39	CHENES	30 000
CHE RN GNR17	40	CHENES	18 000
CHE RN GNR18	41	CHENES	6 000
CHE RN GNR19	42	CHENES	29 000
CHE RN GNR20	43	CHENES	24 000
FDV RN GNR1	44	FEUILLUS DIVERS	27 000
FDV RN GNR2	45	FEUILLUS DIVERS	21 000
FDV RN GNR3	46	FEUILLUS DIVERS	12 500
QPU RN GNR1	47	CHENE PUBESCENT	22 500
QPU RN GNR2	48	CHENE PUBESCENT	21 000
QPU RN GNR3	49	CHENE PUBESCENT	22 000
QPU RN GNR4	50	CHENE PUBESCENT	20 000
QPU RN GNR5	51	CHENE PUBESCENT	9 500

3.4. Modalités d'attribution de l'accord-cadre

Les candidats peuvent présenter une offre pour un lot, plusieurs ou l'ensemble des lots. Chaque lot sera

attribué à un seul soumissionnaire.

Un soumissionnaire peut être attributaire de plusieurs lots

Pour éviter l'exposition de la totalité des plants attendus pour une essence donnée aux risques météorologiques ou phytosanitaires, l'Office National des Forêts, en sa qualité de coordinateur, se réserve le droit d'attribuer à un même soumissionnaire un nombre de lots maximal en fonction de la règle suivante :

Groupes de lots	Nombre maximum de lots par attributaire
Lots en godets (G) à graines réservées (GR)	6 lots parmi les 11 sans dépasser 50 % des plants d'une essence donnée
Lots en racines nues (RN) à graines réservées (GR)	4 lots parmi les 8 sans dépasser 50 % des plants d'une essence donnée
Lots en godets (G) à graines non réservées (GNR)	14 lots parmi les 28 sans dépasser 50 % des plants d'une essence donnée
Lots en racines nues (RN) à graines non réservées (GRF)	2 lots parmi les 4 sans dépasser 50 % des plants d'une essence donnée

Si le nombre de réponses ne permettait pas toutefois de satisfaire les besoins, suite à l'application de cette règle, l'Office National des Forêts, en sa qualité de coordinateur, se réserve le droit d'y déroger.

3.5. Modalités d'émission des bons de commandes

Les bons de commandes seront adressés au titulaire selon les dispositions prévues à l'article 6 du CCATP.

3.6. Variantes et/ou prestations supplémentaires éventuelles (PSE)

Il n'est pas proposé de prestations supplémentaires éventuelles.

Les variantes sont autorisées :

- Pour les lots à graines réservées : variantes autorisées pour l'âge et le type de plants
- Pour les lots à graines non réservées : variantes autorisées pour les provenances, l'âge et le type de plants

3.7. Durée et prise d'effet de l'accord-cadre

Le marché prend effet à compter de sa notification et se termine le 30 avril 2023.

Dans le cadre de l'exécution de ce marché les premières commandes de plants pourront intervenir à compter de septembre 2021.

4 CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

4.1 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est de 60 jours.

Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des offres.

4.2 Nature des contractants

Conformément à l'article R.2142-19 du code de la commande publique, les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Le cas échéant et dans les deux formes de groupements, l'un des opérateurs économiques membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représentera l'ensemble des membres vis-à-vis du pouvoir adjudicateur, et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Il est prévu que le mandataire du groupement conjoint sera solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard du pouvoir adjudicateur.

En outre, en cas de groupement conjoint, l'acte d'engagement sera un document unique qui indiquera la répartition détaillée des prestations que chacun des membres du groupement s'engagera à exécuter.

Les candidatures et les offres seront présentées soit par l'ensemble des opérateurs économiques groupés, soit par le mandataire s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces opérateurs économiques au stade de la passation de l'accord-cadre. Un même opérateur économique ne pourra pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché.

Enfin, la composition du groupement ne pourra être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature de l'accord-cadre. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il pourra demander au pouvoir adjudicateur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation du pouvoir adjudicateur un ou plusieurs sous-traitants. Le pouvoir adjudicateur se prononcera sur cette demande après examen de la capacité professionnelle, technique et financière de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants présentés à son acceptation.

Il est rappelé que la sous-traitance n'est pas possible pour un marché de fournitures. Cette interdiction ne fait pas obstacle à ce que son titulaire fasse appel à d'autres fournisseurs qui n'agiront qu'en tant que tels.

5 MODALITES DE RETRAIT DU DOSSIER DE CONSULTATION DES ENTREPRISES

5.1. Modalités de retrait du dossier

Le dossier de consultation des entreprises est gratuitement mis à disposition par téléchargement sur le site Internet : www.marches-publics.gouv.fr

5.2. Composition du dossier

Le dossier de consultation des entreprises remis aux candidats comporte les pièces suivantes :

- le présent règlement de la consultation
- le Cahier des Clauses Administratives et Techniques Particulière (CCATP)
- Les Actes d'Engagement et les Bordereaux des Prix Unitaires qui en sont leur complément indissociable
- L'annexe 1 intitulée « Annexe1_Lotissement_Détaillé »
- L'annexe 2 intitulée « Annexe2_NormesDimensionnelles_Qualité »

6 MODALITES DE PRESENTATION DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

Tous les documents constituant, accompagnant ou cités à l'appui de la candidature et de l'offre doivent être rédigés en français. Les documents rédigés en langue étrangère sont néanmoins acceptés s'ils sont accompagnés d'une traduction en langue française dont l'exactitude est certifiée par un traducteur expert auprès des tribunaux (tribunaux français ou tribunaux du pays du candidat) et dont le nom et l'adresse seront indiqués.

Toutes les transmissions adressées à l'Office National des Forêts, en sa qualité de coordinateur, ou aux autres membres du groupement de commande, doivent également être rédigés en français.

Les candidats doivent présenter leur dossier dans les conditions décrites ci-dessous sous peine d'être écartés.

6.1. Modalités de présentation des offres

Conformément à l'article R.2151-6 du code de la commande publique, les dossiers des candidats seront **obligatoirement transmis par voie électronique** sur la plateforme à l'adresse suivante :

<https://www.marches-publics.gouv.fr>

6.2. Date limite de réception des plis

La date limite de remise des candidatures et des offres est fixée au :

18 janvier 2021 à 12h00 (heure de Paris, France)

Les plis contiendront les pièces énumérées à l'article 6.3 ci-dessous.

6.3. Contenu du pli

6.3.1 La candidature

Les pépinières forestières déclarées au registre des fournisseurs des Matériels Forestiers de Reproduction sur le site suivant :

<https://agriculture.gouv.fr/fournisseurs-especes-reglementees-provenances-et-materiels-de-base-forestiers>
seront les seules admises à déposer une offre.

Chaque candidat, y compris les cotraitants en cas de groupement d'entreprises, aura à produire un dossier de candidature complet comprenant les pièces ci-après. Les formulaires DC1 et DC2 non fournis dans le dossier de consultation sont téléchargeables sur le site Internet du ministère de l'Economie, des Finances à l'adresse :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Les candidats veilleront à bien utiliser les DC1 et DC2 mis à jour avec les références au code de la commande publique.

1. ☐ **Soit la lettre de candidature (DC1)** mentionnant si le candidat se présente seul ou en groupement et, dans ce dernier cas, faisant apparaître les membres du groupement et l'habilitation du mandataire par ses cotraitants ;

☐ **Soit le Document Unique de Marché Européen (DUME ou eDUME)**, accompagné, le cas échéant d'un pouvoir autorisant la personne signataire à engager la société candidate.

2. ☐ **et la déclaration de candidature (DC2)** précisant en particulier les éléments suivants :

1. le nom ou la dénomination du candidat, l'adresse du siège du candidat ou du siège social ;
2. le nom ou la dénomination du candidat, l'adresse du service qui exécutera les prestations et qui sera l'interlocuteur de l'ONF en sa qualité de coordinateur du groupement de commande ;
3. les noms et fonctions des personnes ayant pouvoir d'engager la société ;
4. le chiffre d'affaires global et le chiffres d'affaires concernant les fournitures ou services objet de l'accord-cadre, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles ;
5. les agréments, certificats et expérience dont dispose le candidat ;
6. un ou des certificats de qualification professionnelle, s'il en dispose. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle.

Sera annexé à cette déclaration le document suivant :

7. la copie du ou des jugements autorisant le candidat en situation éventuelle de redressement judiciaire, à poursuivre son activité pendant la durée prévisible d'exécution de l'accord-cadre.

Dans le cas de candidatures groupées, il est rappelé aux candidats que chaque membre du groupement doit fournir l'ensemble de ces documents demandés au point 2. En effet, l'examen des candidatures portera sur les éléments fournis par tous les membres du groupement.

Conformément à l'article R.2143-7 du code de la commande publique, le candidat auquel il est envisagé d'attribuer l'accord-cadre devra produire en outre, avant notification de l'accord-cadre, les documents précisés à l'article 9 du présent règlement de la consultation.

6.3.2 L'offre

Elle comprend les pièces contractuelles suivantes :

1. ☐ **L'acte d'engagement et le Bordereau des prix unitaires par lot** dûment complétés, datés et signés par le représentant de la société ou toute personne ayant pouvoir d'engager la société.
2. ☐ **Un mémoire technique** présentant :

- a. toutes les caractéristiques sur les plants proposés (lot par lot, le cas échéant) ;
- b. les moyens matériels : matériels d'arrachage, les installations de tri, de conservation, d'étiquetage, le processus de traçabilité, le mode de livraison (direct / transporteur) ;
- c. les moyens humains : formation et expérience des employés de la pépinière, dont le chef de culture.

Dans le cas de candidatures groupées, les offres présentées par des groupements doivent être signées soit par l'ensemble des entreprises groupées, soit par le mandataire, s'il justifie des habilitations nécessaires pour représenter ces entreprises (notamment lettre de candidature dûment remplie et présentée dans la candidature).

7 EXAMEN DES PLIS

7.1. Examen des candidatures

L'Office National des Forêts, en sa qualité de coordinateur du groupement de commande, procédera à l'ouverture et à l'examen de l'offre relative à la candidature.

Avant de procéder à cet examen, s'il constate que des pièces dont la production était réclamée sont absentes ou incomplètes, il peut décider de demander à tous les candidats concernés de produire ou de compléter ces pièces dans un délai identique pour tous les candidats et qui est fixé à 5 jours ouvrés.

Au vu des pièces et renseignements figurant dans l'offre, sont éliminés conformément aux articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7 du code de la commande publique, les candidats :

1. dont la candidature n'est pas recevable pour les raisons suivantes :

- le candidat est en état de liquidation judiciaire, ou de faillite personnelle, ou fait l'objet d'une procédure équivalente régie par un droit étranger ;
- le candidat a fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation définitive pour l'une des infractions énumérées à l'article 8.1 de l'ordonnance n°2005-649 du 6 juin 2005 ;
- le candidat a fait l'objet, depuis moins de cinq ans, d'une condamnation inscrite au bulletin n°2 du casier judiciaire pour les infractions visées aux articles L.8221-1, L.8221-2, L.8221-3, L.8221-5 et L.8231-1, L.8241-1 et L.8251-1 du Code du travail ;
- le candidat n'a pas souscrit, au 31 décembre de l'année précédant celle au cours de laquelle a lieu le lancement de la consultation, les déclarations lui incombant en matière fiscale et sociale ou n'a pas acquitté les impôts et cotisations exigibles à cette date ;
- le candidat assujéti à l'obligation définie à l'article L.5212-1 du Code du travail n'est pas en règle au regard des dispositions de l'article L.5212-5 du Code du travail ;
- le candidat a fait l'objet d'une interdiction de concourir aux marchés publics ;

2. qui ne présentent pas de garanties techniques et financières suffisantes.

Conformément aux articles R.2132-1 à R.2132-14 du code de la commande publique portant sur la dématérialisation des communications et échanges d'informations, si une candidature transmise est rejetée en application des articles L.2141-1 à L.2141-14 et R.2144-7, l'offre correspondante est effacée des fichiers du pouvoir adjudicateur sans avoir été lue. Le candidat en est informé.

7.2. Examen des offres

Les offres inappropriées, irrégulières ou inacceptables telles que définies à l'article R.2152-1 alinéa 1 du code de la commande publique seront rejetées. Toutefois, le pouvoir adjudicateur pourra décider de mettre en œuvre les dispositions de l'article R.2152-1 alinéa 2 et autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

Pour les candidats dont l'offre peut être examinée, et conformément à l'article R.2152-7 du code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur choisira l'offre jugée la plus avantageuse économiquement, selon les critères énoncés et pondérés en pourcentage ci-dessous :

1 - Prix : 60 %

2 - Valeur technique de l'offre appréciée au vu des sous-critères suivants : 40 %

- Adéquation entre l'offre du candidat et les caractéristiques des plants demandés : 15 points

- Adaptation des moyens matériels, au regard du processus de culture, des matériels d'arrachage, des installations de tri, de conservation, d'étiquetage, du processus de traçabilité, du mode de livraison (direct / transporteur) : 15 points
- Adaptation des moyens humains, au regard de la formation et de l'expérience des employés de la pépinière, dont le chef de culture : 10 points

Les offres seront classées par ordre décroissant au regard de l'ensemble de ces critères et l'offre la mieux classée sera retenue.

7.3. Attribution de l'accord-cadre

L'accord-cadre sera attribué aux candidats dont l'offre se révélera économiquement la plus avantageuse au vu des critères pondérés énoncés à l'article 7.2 ci-dessus.

Au vu du nombre important de consultations concomitantes que l'Office National des Forêts lance dans le cadre du plan de relance et de la possibilité pour un même candidat d'obtenir plusieurs marchés, une vérification de sa capacité à fournir les quantités prévues à l'accord-cadre sera faite préalablement à la signature du marché par l'Office National des Forêts, en sa qualité de coordinateur du groupement de commande.

Sur demande de l'Office National des Forêts par courriel, l'attributaire pressenti devra confirmer sous un délai de 2 jours ouvrés qu'il est toujours en capacité de fournir les quantités prévues au contrat. S'il n'est plus en capacité de fournir les quantités attendues parce qu'entre temps il a signé d'autres engagements, il aura alors la possibilité de se désister et renoncer à l'attribution du lot/marché par écrit.

Dans ce cas, l'Office National des Forêts s'adressera au second candidat le mieux classé et fera la même vérification. Cette opération pouvant se renouveler au besoin jusqu'à identifier l'attributaire final.

Par ailleurs, si le candidat retenu ne peut produire dans un délai de 10 jours calendrier les attestations et certificats délivrés par les organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations sociales et fiscales au 31 décembre de l'année précédente (cf. article R.2144-7 du code de la commande publique), son offre est rejetée. Une demande identique sera alors adressée, dans les mêmes conditions, à l'opérateur économique suivant dans le classement des offres.

Le groupement de commande pourra, à tout moment, ne pas donner suite à la procédure pour des motifs d'intérêt général.

8 TRAITEMENT DES OFFRES ANORMALEMENT BASSES

Conformément à l'article R.2152-3 du code de la commande publique, dans le cas où leur offre paraîtrait anormalement basse, les candidats devront être en mesure de fournir toutes les justifications sur la composition de l'offre qui leur seront demandées par l'Office National des Forêts pour lui permettre d'apprécier si l'offre de prix proposée est susceptible de couvrir les coûts de l'accord-cadre.

Si les informations fournies ne permettent pas au candidat de justifier son prix, il pourra être rejeté.

9 PIÈCES À REMETTRE PAR LE CANDIDAT ATTRIBUTAIRE

9.1. Au titre des pièces mentionnées à l'article D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8222-8 du Code du travail

Le candidat attributaire devra remettre les pièces suivantes :

1. Dans tous les cas :

- a) Une déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il ne se trouve pas dans un cas d'interdiction de soumissionner mentionner aux articles L.2141-1 à L.2141-14 du code de la commande publique.
Cette déclaration figure sur le DC1.
- b) Une attestation de fourniture de déclarations sociales, émanant de l'organisme de protection sociale chargé du recouvrement des cotisations et des contributions sociales incombant au cocontractant et datant de moins de 6 mois ;
- c) Une déclaration sur l'honneur du cocontractant du dépôt auprès de l'administration fiscale, à la date de l'attestation, de l'ensemble des déclarations fiscales obligatoires et le récépissé du dépôt de déclaration auprès d'un centre de formalité des entreprises lorsque le cocontractant n'est pas tenu de

s'immatriculer au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers et n'est pas en mesure de produire les documents mentionnés au a) ou au b) du présent article.

2. Lorsque l'immatriculation du cocontractant au registre du commerce ou au répertoire des métiers est obligatoire ou lorsqu'il s'agit d'une profession réglementée, l'un des documents suivants :

- a) Un extrait de l'inscription au registre du commerce et des sociétés (K ou Kbis) ;
- b) Une carte d'identification justifiant de l'inscription au répertoire des métiers ;
- c) Un devis, document publicitaire ou correspondance professionnelle, à condition qu'y soient mentionnés le nom ou la dénomination sociale, l'adresse complète et le numéro d'immatriculation au registre du commerce et des sociétés ou au répertoire des métiers ou tableau d'un ordre professionnel, ou référence de l'agrément délivré par l'autorité compétente.

3. Lorsque le candidat emploie des salariés :

Une attestation sur l'honneur établie par ce contractant, à la date de signature du contrat et tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution du contrat, de la réalisation du travail avec des salariés employés régulièrement au regard des articles L.1221-10, L.3243-2 et R.3243-1 du Code du travail.

Ces pièces mises à jour seront exigées tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

9.2. Au titre des attestations et certificats sociaux et fiscaux

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise les certificats sociaux et fiscaux délivrés par les organismes compétents, au titre de l'année précédant le lancement de la consultation.

Le candidat peut produire comme justificatif de sa situation fiscale et sociale :

- les certificats fiscaux : la liasse 3666 (en trois ou quatre volets selon la situation du candidat) délivrée par les services fiscaux et attestant de la souscription des déclarations et des paiements concernant l'impôt sur le revenu ou sur les sociétés et la taxe sur la valeur ajoutée ;
- les certificats sociaux délivrés par les caisses concernées (certificat URSSAF attestant la déclaration et le versement des cotisations de Sécurité Sociale et d'Allocations Familiales,...).

Les certificats fiscaux et sociaux sont ceux établis pour l'année au cours de laquelle l'avis d'appel public à la concurrence est envoyé à la publication et traduisent la situation au 31 décembre de l'année précédente.

Les entreprises individuelles et sociétés de capitaux créées après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir à la place des certificats fiscaux et sociaux un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un extrait Kbis.

Les sociétés de personnes et groupements ayant la personnalité morale créées après le 31 décembre de l'année précédente doivent fournir les volets 1 et 4 de la liasse 3666 en autant d'exemplaires qu'il y a d'associés ou de personnes redevables de l'impôt sur le revenu ou de l'impôt sur les sociétés ; à la place des autres certificats, ils doivent produire un récépissé de dépôt auprès d'un centre de formalités des entreprises ou un extrait Kbis.

Les candidats établis dans un État membre de l'Union Européenne autre que la France devront produire les certificats équivalents établis par les administrations et organismes du pays d'origine.

Si les candidats ne sont pas établis dans l'Union Européenne, ils doivent produire une déclaration sous serment effectuée devant une autorité judiciaire ou administrative du pays d'origine.

Ces certificats devront être fournis par le candidat, dans un délai de 10 jours, compté à partir de la réception de la demande de l'Office National des Forêts.

Si le candidat retenu est un groupement, la demande de l'Office National des Forêts sera adressée au mandataire du groupement qui devra présenter, dans le délai indiqué ci-dessus, les pièces exigées pour l'ensemble des membres du groupement.

Si le candidat retenu a présenté un ou des sous-traitants, il devra également joindre à ses propres certificats, les certificats de son ou de ses sous-traitants.

Conformément à l'article R.2144-7 du code de la commande publique, si le candidat retenu ne peut produire les certificats fiscaux et sociaux dans le délai fixé par l'Office National des Forêts, son offre est rejetée et la même demande est présentée au candidat suivant dans le classement des offres établi par le pouvoir adjudicateur.

10 DOCUMENTS ET RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires d'ordre administratif, juridique ou technique qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir leur demande au plus tard 12 jours avant la date limite de réception des offres.

Les renseignements complémentaires éventuels sur le dossier de consultation seront communiqués par l'Office National des Forêts 8 jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des candidatures. Si la nature des renseignements l'exige, une réponse sera alors adressée en temps utile à toutes les entreprises ayant retiré le dossier.

11 DELAI DE MODIFICATION DE DETAIL AU DOSSIER DE CONSULTATION DES OPERATEURS ECONOMIQUES

L'ONF se réserve le droit d'apporter des modifications de détail au dossier de consultation, en les portant à la connaissance des candidats, le cas échéant par avis de publicité modificatif, au plus tard 8 jours avant la date limite fixée pour la réception des offres. Les candidats devront alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Ce délai est décompté à partir de la date d'envoi, par l'Office National des Forêts, du dossier modifié aux candidats ayant retiré le dossier initial ou, lorsqu'un avis modificatif est publié, à compter de la date d'envoi de cet avis à la publication.